L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureau ex. No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 29 DECEMBRE 1881.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIEES PAR AUTORITE.

Session extraordinaire de 1881.

No. 6] LOI

Ordonnant une Commission des Impressions et indiquant aux dessins; relative aux impressions d'Etat, au journal officiel de l'Etat; pour régler et fixer les prix des impressions publiques, et pour pourvoir la manière dont elles seront exécutées; indiquant la manière dont les contrats seront faits par les jurés de police et les corporations municipales pour les impressions publiques, et fixant le prix des dites impressions; pourvoyant à la reliure et à la distribution de tous documents publics ainsi qu'aux fournitures de papeterie à tous les départements du gouvernement de l'Etat; abrogeant toutes lois ou parties de lois en conflit avec la présente.

Section 1. Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que deux membres du Sénat et trois de la Chambre des Représentants, qui seront élus à la majorité de vote par leurs chambres respectives, constitueront la Commission des Impressions d'Etat. L'élection des membres du Sénat et de la Chambre des Représentants pour constituer la première Commission, en vertu de la présente loi, le jour qui suivra celui où ladite loi aura été approuvée par le Gouverneur, et dans le cas où l'Assemblée Générale s'ajournera avant que la dite élection ait eu lieu le Gouverneur de l'Etat nommera les deux membres du Sénat et les trois membres de la Chambre des Représentants. L'élection ou la nomination de ces membres pour les futures commissions des impressions aura lieu de la manière prescrite ci-après.

Il sera du devoir de la première Commission des Impressions qui sera constituée en vertu de cette loi, le premier lundi d'après l'élection ou la nomination de ces membres, d'annoncer pendant dix jours qu'elle recevra des propositions cachetées pour fournitures de bureau et de papier, exécution d'impressions; Timbres de lois, leur reliure en volumes et leur distribution générale, les procès-verbaux et des rapports de département, des rapports de la Cour Suprême, et pour tous autres travaux d'imprimerie; pour reliure de brochures et fournitures de bureau que pourra commander la Législature pour elle-même ou pour les différents départements du gouvernement de cet Etat. Les Commissions subséquentes feront également un appel par voie d'annonces, pour des propositions cachetées, le premier lundi après l'élection ou la nomination de leurs membres, et ensuite tous les deux ans.

Les premiers contrats conclus en vertu de cette loi expireront le 1er août mil huit cent quatre-vingt-quatre, et les contrats subséquents expireront ensuite tous les deux ans, à la date du 1er août. La Commission est de plus autorisée, à l'expiration de ces différents contrats, à procéder à l'ouverture des propositions cachetées et à l'adjudication du contrat ou des contrats à l'enchérisseur ou aux enchérisseurs responsables dont les propositions seront les plus faibles ou disons du taux maximum indiqué comme ci-après et en vertu des règlements prescrits également ci-après.

Le contrat ou les contrats dont il s'agit ne seront adjugés qu'à un citoyen de cet Etat; aucun membre ou officier d'un département quelconque du gouvernement de cet Etat ne pourra en aucune façon y être intéressé. La Commission des Impressions aura le droit de rejeter toutes les propositions intégralement, ou seulement celles qu'il jugera convenable, et le contrat ou les contrats qu'elle conclura devront être signés à l'approbation du Gouverneur, du Président du Sénat et du Speaker de la Chambre des Représentants, ou de deux de ces officiers.

Sec. 2. Il est de plus décrété, etc., Que, immédiatement après l'adjudication d'un contrat quelconque, toutes les propositions et tous les papiers qui y ont rapport, ainsi que le contrat lui même et le cautionnement fédral, comme l'ordonne la section 17 de cette loi, seront transmis par la Commission des Impressions au Gouverneur, au Président du Sénat et au Speaker de la Chambre des Représentants, qui les examineront, et, s'ils les approuvent, l'adjudicataire entrera immédiatement en fonction. L'adjudicataire chargé des impressions sera désigné sous le nom de "l'Imprimeur d'Etat."

Sec. 3. Il est de plus décrété, etc., Que dans le cas où le Gouverneur, le Président du Sénat et le Speaker de la Chambre des Représentants, ou deux de ces officiers, négligeraient ou refuseraient d'approuver un contrat quelconque, la Commission des Impressions procédera immédiatement à publier de nouveaux avis pour des propositions cachetées, conformément aux dispositions de cette loi, et elle continuera à agir ainsi jusqu'à ce que le contrat soit adjugé et approuvé.

Sec. 4. Il est de plus décrété, etc., Que les membres de la Commission des Impressions, créés en vertu de cette loi, recevront comme tels leurs fonctions pendant quatre ans, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus ou nommés, et ils recevront comme tels, de l'Trésorerie des membres de la première commission créée en vertu de la présente loi, lesquels resteront en exercice jusqu'au second lundi de mai 1884, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus ou nommés, et reconnus comme tels. Pendant la première semaine de la session régulière de l'Assemblée Générale de l'année 1884, et aussi pendant la première semaine de la première de chaque des deux sessions régulières, le Sénat et la Chambre des Représentants procéderont, de la manière prescrite dans cette loi, à l'élection de deux membres qui devront représenter leurs corps respectifs dans la Commission des Impressions.

Sec. 5. Il est de plus décrété, etc., Que le contrat ou les contrats conclus par la commission devront ne pas avoir une durée de plus de deux ans à partir de leur commencement d'exécution, ou une durée qui dépasse le jour où les contrats suivants peuvent avoir leur effet, ainsi qu'il est prescrit par les sections précédentes de cette loi.

Sec. 6. Il est de plus décrété, etc., Que tous bills, rapports ou autres documents dont l'impression sera ordonnée, devront être imprimés et livrés à la Chambre qui en a donné l'ordre, dans les quarante-huit heures après la remise de la copie à l'Imprimeur d'Etat, à moins que, sur motion, un temps plus long ait été accordé.

Sec. 7. Il est de plus décrété, etc., Que l'Imprimeur d'Etat imprimera chaque bill, rapport ou autre document qui lui sera remis par ordre de l'une ou l'autre chambre de l'Assemblée Générale, dans l'ordre où les dits bills, rapports ou documents, seront remédevés et lui auront été livrés, et qu'il en fera la livraison dans le même ordre, en sorte qu'aucune chambre subséquente ne soit imprimé et livré en premier lieu, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement d'une manière spéciale.

Sec. 8. Il est de plus décrété, etc., Que tous les officiers des différents départements de l'Etat qui sont tenus, par la loi, d'adresser des rapports à l'Assemblée Générale, feront imprimer leurdits rapports par l'Imprimeur d'Etat en la personne chargée du contrat des impressions, pour l'usage de la Législature, et les présenteront aux Chambres dans les vingt jours qui suivront la remise entre les mains des susnommées deuxième rapports.

Sec. 9. Il est de plus décrété, etc., Que l'Imprimeur d'Etat fournira et tiendra prêt, pour être remis à la Législature ou procès-verbaux (journal) des deux Chambres de l'Assemblée Générale, dans les soixante jours qui suivront la remise à lui faite par le secrétaire d'Etat des copies dudits procès-verbaux, sous peine d'une amende de trente dollars pour chaque jour écoulé après l'expiration desdit délai. Le secrétaire d'Etat adressera un exemplaire des lois de chaque session de l'Assemblée Générale à chaque greffier de Cour et à chaque juge de paix, pour l'usage de leurs Cours respectives, et à chaque membre de la Législature un exemplaire du Journal de ses Chambres, ainsi qu'un exemplaire des lois votées par l'Assemblée Générale dont il aura été fait mention.

Sec. 10. Il est de plus décrété, etc., Que l'Imprimeur d'Etat fournira à chaque Chambre de l'Assemblée Générale des épreuves du Journal Officiel, contenant le compte-rendu des travaux de la séance précédente; que deux jours après que le Journal, (procès-verbal) de chaque Chambre aura été approuvé, l'Imprimeur d'Etat publie ledit Journal ou procès-verbal, ainsi approuvé, une fois dans le Journal Officiel de l'Etat, et la même matière ainsi publié sera mise en brochure, ainsi qu'il est prescrit dans le paragraphe deux de la section treize de cette loi; mais dans aucun cas il n'y aura de délai pour les épreuves qui devront être fournies comme il est stipulé ci-dessus.

Sec. 11. Il est de plus décrété, etc., Que l'Imprimeur d'Etat désignera un journal quotidien publié au siège du gouvernement, qui s'appellera le "Journal Officiel de l'Etat"; et dans ce journal seront promulguées toutes les lois et résolutions conjointes de l'Assemblée Générale. L'Imprimeur d'Etat, sur l'ordre du secrétaire d'Etat, livrera à cet effet deux exemplaires du journal officiel de l'Etat renfermant les lois ou résolutions conjointes de l'Assemblée Générale de l'Etat qui pourront être votées plus tard, immédiatement après que ces lois et résolutions conjointes auront été publiées dans ledit journal; et le plus tôt qu'il lui sera possible après cette remise ledit secrétaire d'Etat ouvrera ledit journal et lui fera publier après l'élection ou la nomination de tous les membres, et ensuite tous les deux ans.

Les premiers contrats conclus en vertu de cette loi expireront le 1er août mil huit cent quatre-vingt-quatre, et les contrats subséquents expireront ensuite tous les deux ans, à la date du 1er août. La Commission est de plus autorisée, à l'expiration de ces différents contrats, à procéder à l'ouverture des propositions cachetées et à l'adjudication du contrat ou des contrats à l'enchérisseur ou aux enchérisseurs responsables dont les propositions seront les plus faibles ou disons du taux maximum indiqué comme ci-après et en vertu des règlements prescrits également ci-après.

Le contrat ou les contrats dont il s'agit ne seront adjugés qu'à un citoyen de cet Etat; aucun membre ou officier d'un département quelconque du gouvernement de cet Etat ne pourra en aucune façon y être intéressé. La Commission des Impressions aura le droit de rejeter toutes les propositions intégralement, ou seulement celles qu'il jugera convenable, et le contrat ou les contrats qu'elle conclura devront être signés à l'approbation du Gouverneur, du Président du Sénat et du Speaker de la Chambre des Représentants, ou de deux de ces officiers.

Sec. 2. Il est de plus décrété, etc., Que, immédiatement après l'adjudication d'un contrat quelconque, toutes les propositions et tous les papiers qui y ont rapport, ainsi que le contrat lui même et le cautionnement fédral, comme l'ordonne la section 17 de cette loi, seront transmis par la Commission des Impressions au Gouverneur, au Président du Sénat et au Speaker de la Chambre des Représentants, qui les examineront, et, s'ils les approuvent, l'adjudicataire entrera immédiatement en fonction. L'adjudicataire chargé des impressions sera désigné sous le nom de "l'Imprimeur d'Etat."

Sec. 3. Il est de plus décrété, etc., Que dans le cas où le Gouverneur, le Président du Sénat et le Speaker de la Chambre des Représentants, ou deux de ces officiers, négligeraient ou refuseraient d'approuver un contrat quelconque, la Commission des Impressions procédera immédiatement à publier de nouveaux avis pour des propositions cachetées, conformément aux dispositions de cette loi, et elle continuera à agir ainsi jusqu'à ce que le contrat soit adjugé et approuvé.

Sec. 4. Il est de plus décrété, etc., Que les membres de la Commission des Impressions, créés en vertu de cette loi, occuperont comme tels leurs fonctions pendant quatre ans